

1. Initiateurs et maîtres d'œuvre

Le rapprochement franco-allemand est certes l'œuvre des politiques. Mais il n'aurait pu se faire aussi facilement sans le rôle joué, parfois même avant la fin de la Deuxième Guerre mondiale, par des civils persuadés que le dialogue et la connaissance de l'autre seuls, pouvaient permettre de surmonter les antagonismes.

■ Konrad Adenauer (1876-1967)

Homme d'état allemand né à Cologne, premier chancelier de la RFA de 1949 à 1963. Juriste de formation, il s'engage très tôt dans la vie politique et préside aux destinées de sa ville natale en tant que Bourgmestre de 1917 à 1933.

À la fin de la Première Guerre mondiale, il est partisan pendant quelque temps, d'un État rhénan différent de la Prusse, voire d'une République ouest-allemande autonome, s'étendant sur les deux côtés du Rhin tout en faisant toujours partie de l'Allemagne. Ces thèses sont alors très proches de certaines conceptions françaises sur la Rhénanie occupée.

Adversaire du régime hitlérien, il est démis de ses fonctions en 1933 et emprisonné de 1934 à 1944.

Père fondateur de la CDU au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, il préside en 1948-1949 aux destinées du conseil parlementaire convoqué à Bonn par les gouvernements militaires français, britanniques et américains.

Il en devient l'interlocuteur privilégié en vue de l'élaboration de la Loi fondamentale allemande. Il contribue ainsi activement à la naissance de la RFA en 1949 dont il s'efforce d'affirmer la place dans le contexte de la guerre froide.

Le rapprochement entrepris avec Moscou par exemple abouti en 1955 à la reprise des relations diplomatiques entre les deux États et à la libération par l'URSS de 10 000 prisonniers de guerre allemands.

Partisan convaincu de l'intégration européenne, il fait adhérer la RFA à l'OCDE³ en 1949, au Conseil de l'Europe en 1950 et contribue avec Robert Schuman et Jean Monet à la création de la CECA⁴ en 1951 et de la CEE⁵ en 1957.

Il est aussi convaincu que le développement européen ne peut se faire sans la résolution du problème franco-allemand.

Il œuvre donc très tôt à une politique de réconciliation avec la France qui aboutira en 1963 à la signature, avec le général de Gaulle, du traité de l'Élysée.

■ André Bord (né en 1922)

Homme politique français, né à Strasbourg, l'un des meilleurs connaisseurs, sur le terrain, de l'Allemagne et des Allemands dont il parle parfaitement la langue.

Évadé de l'Alsace annexée pendant la Deuxième Guerre mondiale, il rejoint les maquis du Sud-Ouest. Arrêté par la Gestapo et incarcéré à la prison de Perpignan, il s'en évade en 1943, ce qui lui vaut une condamnation à mort par contumace. Il contribue par la suite à la mise sur pied de la brigade Alsace-Lorraine d'André Malraux et participe à la Libération.

Militant gaulliste dès 1947, il entame à Strasbourg une carrière politique ininterrompue : comme conseiller municipal, Conseiller général ou député du Bas-Rhin. Président de l'Union française des anciens combattants depuis 1956, il devient ministre des Anciens Combattants (1972-1974) puis secrétaire d'État aux Anciens Combattants et des Victimes de guerre.

À ce titre, il se consacre à l'épineux problème des « Malgré Nous », ces Alsaciens-Mosellans engagés contre leur gré dans l'armée allemande pendant la Deuxième Guerre mondiale, qui empoisonne les relations franco-allemandes.

Après avoir représenté la France à l'Assemblée parlementaire européenne (1961-1966), il devient président de la Commission interministérielle de coopération franco-allemande (1986-2003).

Par ailleurs, membre du Haut Conseil de la mémoire combattante, il préside aux destinées de la fondation Entente franco-allemande qu'il a contribué à créer.

■ François Bourel (1924-2004)

Un des pionniers du rapprochement franco-allemand.

Issu d'une famille de tradition chrétienne-démocrate, proche du « Sillon » de Marc Sangnier, et très engagée dès les lendemains de la Première Guerre mondiale dans le rapprochement avec l'Allemagne. Son père était un des membres de la Haute Commission interalliée des territoires rhénans après 1919.

Après des études de droit à Lyon, François Bourel intègre en 1945, à Spire, l'administration du gouvernement militaire français en Allemagne.

Très vite il est intégré dans l'équipe du Jésuite Jean du Rivau et œuvre, dans le cadre du Bureau d'information de liaison et de documentation, à la réconciliation des jeunesses françaises et allemandes.

Dès 1951, il dirige le Festival de la Lorelei qui réunit aux bords du Rhin des membres de la jeunesse catholique française et du Conseil fédéral des mouvements de la jeunesse allemande.

En 1955, à la fin de l'occupation française en Allemagne, il rentre en France et se lance dans le syndicalisme grâce auquel il poursuit son engagement européen. Représentant d'abord le syndicat des industries de la confiserie à la Commission européenne de Bruxelles, il devient, après 1970, le représentant du patronat français au Conseil économique et social de la CEE.

Il n'en poursuit pas moins ses activités dans les mouvements d'éducation populaire et devient en 1963 membre de l'Office franco-allemand pour la jeunesse en tant que représentant des chorales « À Cœur Joie ».

■ Heinrich (von) Brentano di Trimezzo dit Brentano (1904-1964)

Avocat et homme politique allemand, né à Offenbach (Hesse), l'un des fondateurs de la CDU en 1945. Député au Landtag de Hesse depuis 1946, il participe à l'élaboration de la Loi fondamentale allemande en 1948-1949 et préside ensuite le groupe parlementaire de la CDU de 1949 à sa mort.

Vice-président de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe (1950-1955), promu Premier ministre des Affaires étrangères du gouvernement Adenauer en juin 1955 et vice-chancelier en 1956, il mène une intense activité diplomatique :

il fut l'inspirateur de la doctrine Hallstein, qui posera, en 1955, la RFA comme seule véritable héritière de l'Allemagne,

il participe également très activement à l'élaboration du traité de Rome, en 1957, et au rapprochement avec la France.

Plus atlantiste toutefois que son chancelier, il contribue à la modification unilatérale, par le gouvernement allemand, de certains points du traité de l'Élysée de 1963, jugés trop anti-Américains par certains membres de son parti.

Il jouera souvent le rôle de médiateur dans le triangle Paris, Londres, Washington.

■ Jacques Chirac (né en 1932)

Fils d'un administrateur de société installé à Paris, originaire d'une famille paysanne de Sainte-Féréole en Corrèze. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris en 1954, où il soutient une thèse de géographie économique.

Par son mariage, en 1956, avec Bernadette de Chaudron Courcel, il change de milieu social. Après son service militaire en Algérie, il rejoint l'ENA en 1957. Dans le cadre de la promotion « Vauban », il retourne en Algérie, comme « renfort administratif » auprès du directeur général de l'Agriculture, Jacques Pelissier.

De retour en France, ayant adhéré au gaullisme en 1958, il entre au gouvernement de Georges Pompidou en 1962. Chargé de mission d'abord, secrétaire d'État à l'Emploi ensuite, il occupe, après 1968, le poste de secrétaire d'État à l'Économie et aux Finances.

Conseiller municipal de Sainte-Féréole, député d'Ussel, il entame une première carrière ministérielle de 1972 à 1974, à l'agriculture d'abord, puis comme Premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing, après la mort de G. Pompidou. Des rivalités avec le nouveau président de la République le poussent à démissionner en 1976.

Il remanie alors le parti gaulliste et crée le Rassemblement Pour la République (RPR) dont il devient le président. En mars 1977, il remporte les élections municipales de Paris et devient le premier maire élu de la capitale depuis J. Ferry.

À cette date, ses convictions européennes sont surtout fonction de la politique agricole commune, contre laquelle il s'acharne à défendre les intérêts des paysans français.

En décembre 1978, dans « l'appel de Cachin » il condamne la politique européenne de V. Giscard d'Estaing et dénonce « le parti de l'étranger ».

Mais sa liste pour les élections européennes de 1979 subit une sérieuse défaite.

Devenu chef de l'opposition sous la présidence de François Mitterrand, il est nommé Premier ministre en 1986 et entame une première « cohabitation », véritable guerre de tranchée entre les deux

hommes. Il se rallie à l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE et défend même l'Acte unique, qui entre en vigueur en 1987.

Avec l'Allemagne ses relations sont plus tendues. Il s'irrite en effet du fait que le chancelier H. Kohl semble privilégier les relations directes avec F. Mitterrand.

Des controverses éclatent également au sujet de la politique agricole commune.

Lorsqu'en 1987, lors des difficultés monétaires françaises, la RFA refuse, dans un premier temps, de réévaluer le Mark et rejette sur Paris la responsabilité de la faiblesse du franc, Chirac accuse Bonn « de ne pas jouer le rôle de la coopération européenne ».

Il s'oppose à nouveau à Kohl durant la crise des missiles et critique le Conseil de défense franco-allemand, qu'il présente comme une simple mesure symbolique.

Il accepte toutefois de commémorer avec le chancelier, dans la cour du Château de Ludwigsburg, le 25^e anniversaire du discours prononcé par de Gaulle le 9 septembre 1962.

Battu par F. Mitterrand lors du deuxième tour des élections présidentielles de mai 1988, il retrouve son poste de maire de Paris en 1989 et se pose en chef de l'opposition, en condamnant le plan Delors sur la monnaie unique (1991).

Il finit pourtant par se convaincre que seul le soutien à l'Europe et à la politique franco-allemande peut lui ouvrir les portes de l'Élysée et défend, en 1992, contre la majorité du RPR, le traité de Maastricht.

Élu président de la République en mai 1995, ses relations, avec le chancelier Kohl et la RFA, restent marquées du signe de l'ambiguïté et du pragmatisme. Il commence par heurter l'opinion allemande avec la reprise des essais nucléaires dans le Pacifique, ce qui lui vaut, outre-Rhin, l'honneur d'une compilation musicale « stop Chirac ».

En 1996 toutefois, il assure Roman Herzog, le nouveau président allemand en visite en France, du soutien de celle-ci, dans le désir de l'Allemagne, d'obtenir un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

En 1998, il provoque encore une fois un profond malaise, y compris chez le chancelier Kohl, en imposant le Français Jean Claude

Trichet comme président de la Banque centrale européenne pour 2002, alors que les Allemands estimaient que le Néerlandais Duisenberg, qui avait été nommé pour huit ans en 1998, devait achever son mandat.

À partir de 1997, J. Chirac doit composer avec une nouvelle cohabitation. Alain Juppé, son Premier ministre, de plus en plus impopulaire, l'ayant poussé à dissoudre l'Assemblée nationale en avril, les élections législatives remportées par la gauche plurielle, amènent le socialiste Lionel Jospin à la tête du gouvernement jusqu'en 2000.

Dorénavant, le président et le Premier ministre vont se rendre ensemble aux sommets européens où ils s'efforcent de parler d'une même voix, à Amsterdam en octobre 1997, à Nice en 2000.

L'arrivée de Gerhard Schröder, socialiste, à la tête du gouvernement allemand en 1998 détend les relations entre les deux pays. Comme Chirac, Schröder, proche de Tony Blair au départ, va se rendre compte très vite que les relations franco-allemandes sont incontournables.

Le président français se rend deux fois en Allemagne. En 2000, il prononce à Berlin un discours devant le Bundestag et, en 2003, il inaugure officiellement, à Berlin toujours, la nouvelle ambassade de France construite par l'architecte Christian de Porzempac.

En 2003 encore, il représente Schröder au Conseil européen de Bruxelles pour bien montrer que les deux pays parlent d'une même voix. Tous deux sont également d'accord pour condamner l'intervention américaine en Irak.

Autre fait marquant, Jacques Chirac invite Gerhard Schröder à participer en juin 2004, à la commémoration du cinquantième anniversaire du débarquement allié en Normandie.

Les convictions européennes du président toutefois, ne sont pas suffisantes pour faire accepter, par les Français, lors du référendum de mai 2005 le projet de Constitution européenne, pourtant rédigée sous l'égide de l'ancien président V. Giscard d'Estaing.

■ Alfred Döblin (1878-1957)

Écrivain et critique français de langue allemande, auteur du roman « Berlin Alexander Platz » qui a fait sa renommée. Moins connu en France, sa tétralogie, « Novembre 1918, une révolution allemande », grande fresque de 2000 pages, évoque entre autres le sort si particulier de l'Alsace, annexée à l'Allemagne en 1871, revenue à la France en 1918 mais travaillée, après la Première Guerre mondiale, par un mouvement autonomiste, sinon indépendantiste.

Né à Stettin (Prusse orientale) dans une modeste famille de commerçants juifs, il s'installe après des études de médecine à Berlin. Cofondateur du courant de l'expressionnisme allemand, il collabore à la revue « der Sturm ». Ses sympathies pour les mouvements de gauche et son soutien à la République de Weimar l'obligent en 1933 à s'exiler à Paris.

Il acquiert la nationalité française en 1936 et travaille quelques mois au ministère de l'Information (octobre 1939-juin 1940) sous la direction de Jean Giraudoux. En 1940, en dépit de sa nouvelle nationalité, il doit s'exiler une nouvelle fois, mais aux États-Unis. Il s'y convertit au catholicisme en 1941, à la suite d'une crise mystique.

En 1945, il rentre en France et rejoint le gouvernement militaire français en Allemagne avec le rang et l'uniforme d'un colonel, ce que ses anciens compatriotes lui pardonneront très mal. Chef du « Bureau des Lettres », il lance sur l'initiative de Raymond Schmittlein, Directeur de l'Éducation publique, la revue *Das Goldene Tor* en référence, comme il le précise dans sa notice, à la Golden Gate, par laquelle circulent la poésie, l'art et la libre-pensée (1948-1951).

Il s'engage également dans la renaissance de « l'association des écrivains allemands en zone française », anime tous les 15 jours jusqu'en 1951 une « Critique du Temps » à la radio du SüdWestFunk, créée par les autorités militaires à Baden-Baden dès 1946, et contribue à la fondation de l'académie des sciences et de littérature de Worms.

Malade, déçu par le peu d'audience de ses œuvres (dans son dernier roman « Hamlet ou la longue nuit prend fin », paru en 1956,